

## **BUDGET ANNEXE**

**« EAU »**

## **RAPPORT DE PRÉSENTATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE**

**EXERCICE 2025**

## SOMMAIRE

|                                                                                     |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Présentation générale du compte financier unique du budget annexe « eau »</b> | <b>3</b>  |
| <b>2. La trajectoire financière du budget annexe « eau »</b>                        | <b>5</b>  |
| 2.1 Les indicateurs d'exécution budgétaire du budget annexe « eau »                 | 5         |
| 2.2 Les résultats du budget annexe « eau »                                          | 6         |
| 2.3 Les indicateurs de gestion du budget annexe « eau »                             | 7         |
| 2.4 La dette du budget annexe « eau »                                               | 9         |
| <b>3. Le bilan de l'actif et du passif du budget annexe « eau »</b>                 | <b>10</b> |
| <b>4. La programmation pluriannuelle du budget annexe « eau »</b>                   | <b>11</b> |
| <b>5. La section d'exploitation du budget annexe « eau »</b>                        | <b>12</b> |
| 5.1 Les recettes d'exploitation du compte financier unique                          | 12        |
| 5.2 Les dépenses d'exploitation du compte financier unique                          | 14        |
| <b>6. La section d'investissement du budget annexe « eau »</b>                      | <b>16</b> |
| 6.1 Les dépenses d'investissement du compte financier unique                        | 16        |
| 6.2 Les recettes d'investissement du compte financier unique                        | 19        |

## 1. PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DU BUDGET ANNEXE « EAU »

A partir de l'exercice 2025, le compte financier unique (CFU) constitue le document budgétaire et comptable qui s'est substitué, à la fois au compte administratif et au compte de gestion<sup>1</sup>.

Le compte financier unique constitue un levier pour la fiabilisation des comptes du secteur public local et facilite la mise en perspective des états financiers.

Sa présentation intègre un bilan, un compte de résultat et des annexes, par budget, apportant ainsi une vision patrimoniale. Les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales sont désormais présentes au sein d'un même document.

Alors que le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives constituent des états de prévisions, le compte financier unique a pour objet de présenter les résultats de l'exécution budgétaire de l'année, en permettant le rapprochement des autorisations votées par le Conseil de la Métropole avec les recettes et les dépenses réellement constatées sur l'exercice. Ces résultats sont repris au budget supplémentaire de l'année n+1.

Depuis 2024, le budget annexe « eau » est unifié, permettant de regrouper l'ensemble de l'exécution des dépenses et des recettes liées à cette compétence. La mission de la compétence « eau » consiste à protéger la ressource en eau, à collecter cette dernière dans les milieux naturels, à la traiter pour la rendre potable, puis à la distribuer jusqu'au robinet des usagers. Ce service repose sur une infrastructure métropolitaine composée de 73 usines de potabilisation, 45 sites de forages et 7 545 kilomètres de canalisations de distribution d'eau.

Le service public de l'eau potable a pour objectif de mobiliser les différentes ressources disponibles en fonction de leur variation dans le temps et de garantir, en toutes circonstances, une eau de qualité optimale. L'eau est prélevée soit dans le milieu naturel, comme les rivières, les nappes phréatiques, les nappes alluviales ou les sources, soit dans des infrastructures maîtrisées comme le canal de Marseille, le canal de Provence, le canal de Martigues ou le canal EDF. Elle est ensuite traitée pour être rendue potable avant d'être distribuée sur l'ensemble du territoire métropolitain via un réseau complexe comprenant des pompes et des dispositifs de stockage intermédiaires.

Le schéma directeur élaboré par la Métropole et approuvé par le conseil métropolitain le 5 décembre 2024, définit les actions prioritaires à mener pour sécuriser les ressources en eau et garantir à tous les usagers une eau potable de qualité, au-delà des normes établies par l'Agence Régionale de Santé. Ce schéma met également l'accent sur la prévention des risques, qu'il s'agisse de pénuries locales dues à des aléas techniques, de l'impact du changement climatique, de la pollution ou encore de l'évolution des besoins liés à la démographie. Ainsi, il propose des solutions pour mobiliser de nouvelles ressources souterraines et organiser des transferts d'eau potable afin de soulager les systèmes actuellement sous tension.

La Métropole dispose globalement d'une capacité excédentaire de production d'eau potable. Cependant, grâce à ce programme ambitieux, elle anticipe les défis futurs et optimise ses infrastructures de traitement de l'eau pour garantir leur conformité réglementaire et leur performance sur le long terme. Le schéma directeur planifie le renouvellement progressif des canalisations et des ouvrages, qui constituent un patrimoine considérable pour le territoire.

Enfin, le service public industriel et commercial de l'eau se caractérise par une organisation historiquement fragmentée reposant sur une diversité de mode de gestion.

---

<sup>1</sup> Article 2025 de la loi de finances pour 2024 et Délibération N° FBPA-026-17043/24/CM votée le 5 décembre 2024.

Concrètement, plusieurs modèles coexistent :

- La régie, par laquelle la collectivité assure directement le service. Celle-ci peut être intégrée au budget métropolitain, comme la régie du Pays de Martigues, ou disposer d'une autonomie financière, comme la régie des eaux du Pays d'Aix ou la régie des eaux et de l'assainissement du Bassin Minier et du Garlaban ;
- La délégation de service public (DSP), où la gestion est confiée à un opérateur spécialisé dans le cadre d'un contrat, notamment sur une grande partie du territoire métropolitain ;
- Les sociétés publiques locales (SPL), structures détenues par les collectivités, qui constituent un mode de gestion intermédiaire.

Cette diversité de modes de gestion implique l'intervention de multiples acteurs et se traduit par des modalités de gestion et des équilibres financiers hétérogènes selon les territoires.

Elle constitue un enjeu central pour la Métropole en matière de lisibilité financière, de comparaison des coûts et de pilotage global du service.

## 2. LA TRAJECTOIRE FINANCIERE DU BUDGET ANNEXE « EAU »

### 2.1 LES INDICATEURS D'EXECUTION BUDGETAIRE DU BUDGET ANNEXE « EAU »

Les principaux indicateurs de gestion de l'exécution budgétaire de l'exercice 2025 se déclinent comme suit :

| 2025           | En K€                   | Montant total<br>"voté" 2025 | Montant réalisé<br>2025 | Taux<br>d'exécution<br>2025 |
|----------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------------|
| Exploitation   | <b>Recettes totales</b> | <b>48 713,50</b>             | <b>47 899,85</b>        | <b>98%</b>                  |
|                | Dont recettes réelles   | 44 814,80                    | 44 001,62               | 98%                         |
|                | <b>Dépenses totales</b> | <b>68 000,40</b>             | <b>45 472,84</b>        | <b>67%</b>                  |
|                | Dont dépenses réelles   | 29 372,03                    | 23 992,99               | 82%                         |
| Investissement | <b>Recettes totales</b> | <b>54 663,08</b>             | <b>27 971,43</b>        | <b>51%</b>                  |
|                | Dont recettes réelles   | 3 954,21                     | 1 272,40                | 32%                         |
|                | <b>Dépenses totales</b> | <b>59 493,38</b>             | <b>40 381,61</b>        | <b>68%</b>                  |
|                | Dont dépenses réelles   | 43 514,19                    | 31 264,19               | 72%                         |

- En section d'exploitation :
  - Le taux d'exécution en dépenses s'élève à **67%** et correspond à un total de **45 473 k€**, et en recettes le taux d'exécution s'élève à **98%**, correspondant à un total de titre émis égal à **47 899 k€** ;
  - Les dépenses réelles représentent **23 993 k€** et les recettes réelles **44 001 k€**.
- En section d'investissement :
  - Le taux d'exécution global de la section en dépenses s'élève à **68%** et correspond à un total de mandats émis de **40 381 k€** ;
  - Le taux d'exécution global de la section en recettes s'élève à **51%** et correspond à un total de titres émis de **27 971 k€** ;
  - Les dépenses réelles représentent **31 264 k€** et les recettes réelles **1 272 k€**.

## 2.2 LES RESULTATS DU BUDGET ANNEXE « EAU »

Les résultats s'établissent comme suit :

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025                               |           |                |              |              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------|--------------|--------------|
| En K€                                                                                      |           | Investissement | Exploitation | Total cumulé |
| Recettes réalisées                                                                         | A         | 27 971,43      | 47 899,85    | 75 871,29    |
| Restes à réaliser en recettes                                                              | B         | 1 283,08       | 0,00         | 1 283,08     |
| Dépenses réalisées                                                                         | C         | 40 381,61      | 45 472,84    | 85 854,45    |
| Restes à réaliser en dépense                                                               | D         | 0,00           | 0,00         | 0,00         |
| Solde des réalisations de l'exercice (+/-)                                                 | E = A - C | -12 410,18     | 2 427,01     | -9 983,16    |
| Résultats antérieurs reportés (+/-)                                                        | F         | 4 830,30       | 19 286,90    | 24 117,20    |
| Solde pour l'investissement ou résultat de clôture pour l'exploitation (excédent /déficit) | G = E + F | -7 579,88      | 21 713,91    | 14 134,04    |
| Différence entre les restes à réaliser (+/-)                                               | H = B - D | 1 283,08       | 0,00         | 1 283,08     |
| Résultat cumulé (excédent /déficit)                                                        | I = G + H | -6 296,80      | 21 713,91    | 15 417,11    |

Le résultat cumulé s'élève à **15 417 k€**, traduisant une situation financière globalement positive. Ce chiffre se décompose comme suit :

- Un résultat d'exploitation excédentaire de **21 713 k€** ;
- Un déficit en investissement de **6 297 k€**, atténué par la prise en compte d'un reste à réaliser en recettes de **1 283 k€**.

Concernant le solde des réalisations de l'exercice, celui-ci est globalement négatif et s'établit à **-9 983 k€**.

- Cette situation découle principalement d'un résultat d'investissement déficitaire de **-12 410 k€**, imputable à une faible exécution des recettes réelles sur la section investissement, notamment en matière de subventions d'équipement ;
- En revanche, la section d'exploitation affiche un excédent de **2 427 k€**, compensant partiellement le déficit.

Enfin, il convient de souligner que les résultats antérieurs reportés de 2024, à hauteur de **24 117 k€**, permettent de présenter un résultat cumulé positif.

## 2.3 LES INDICATEURS DE GESTION DU BUDGET ANNEXE « EAU »

|                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Epargne de gestion courante</b>                     | = recettes de gestion courante - dépenses de gestion courante (hors solde exceptionnel et financier et provisions réelles)<br>=> <b>Capacité courante de financement de l'établissement hors politique d'endettement</b>                                                  |
| <b>Epargne de gestion</b>                              | = Epargne de gestion courante + solde exceptionnel large<br>=> <b>Capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement après prise en compte des éléments non liés à la gestion courante (résultat exceptionnel).</b>                                               |
| <b>Epargne brute</b>                                   | = recettes réelles d'exploitation - dépenses réelles d'exploitation<br>=> <b>Capacité d'autofinancement brute (CAF) de la section d'investissement</b>                                                                                                                    |
| <b>Epargne nette</b>                                   | = épargne brute - annuité en capital de la dette<br>=> <b>Capacité d'autofinancement nette de la section d'investissement</b>                                                                                                                                             |
| <b>Capacité dynamique de désendettement (en année)</b> | = encours de dette "n" / Epargne brute<br>=> <b>capacité théorique de la collectivité à rembourser sa dette</b> (nombre d'années théoriques qu'il faudrait à la collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute). |

| En K€                                                                | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | CFU 2024/2025<br>en K€ | CFU 2024/2025<br>en % |
|----------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------------|-----------------------|
| <i>Recettes de gestion courante</i>                                  | 41 464,90        | 43 934,91         | 42 939,32        | 1 474,42               | 4%                    |
| <i>Dépenses de gestion courante</i>                                  | 17 121,50        | 22 372,76         | 19 064,98        | 1 943,47               | 11%                   |
| <b>Epargne de gestion courante (EBG)</b>                             | <b>24 343,40</b> | <b>21 562,15</b>  | <b>23 874,35</b> | <b>-469,05</b>         | <b>-2%</b>            |
| <b>Taux d'épargne de gestion courante (Taux d'EBG)</b>               | <b>59%</b>       | <b>49%</b>        | <b>56%</b>       |                        |                       |
| <i>Recettes exceptionnelles larges (77 + 78 +76) hors nature 775</i> | 1 445,54         | 879,89            | 1 062,29         | -383,24                | -27%                  |
| <i>Dépenses exceptionnelles larges (67 +68 + 66112)</i>              | 2 468,48         | 5 140,19          | 3 996,90         | 1 528,42               | 62%                   |
| <b>Résultat exceptionnel large</b>                                   | <b>-1 022,94</b> | <b>-4 260,30</b>  | <b>-2 934,61</b> | <b>-1 911,66</b>       | <b>187%</b>           |
| <b>Epargne de gestion (EBG + résultat exceptionnel)</b>              | <b>23 320,45</b> | <b>17 301,85</b>  | <b>20 939,74</b> | <b>-2 380,71</b>       | <b>-10%</b>           |
| <b>Taux d'épargne de gestion</b>                                     | <b>54%</b>       | <b>39%</b>        | <b>48%</b>       |                        |                       |
| <i>Recettes réelles</i>                                              | 42 910,44        | 44 814,80         | 44 001,62        | 1 091,18               | 3%                    |
| <i>Dépenses réelles</i>                                              | 20 718,03        | 29 372,03         | 23 992,99        | 3 274,96               | 16%                   |
| <b>Epargne brute (EBE)</b>                                           | <b>22 192,41</b> | <b>15 442,78</b>  | <b>20 008,63</b> | <b>-2 183,78</b>       | <b>-10%</b>           |
| <b>Taux d'épargne brute (Taux d'EBE)</b>                             | <b>52%</b>       | <b>34%</b>        | <b>45%</b>       |                        | <b>-12%</b>           |
| Annuité en capital de la dette (16 sauf le 16449 et 165)             | 4 660,36         | 4 800,17          | 4 603,84         | -56,52                 | -1%                   |
| <b>Epargne nette (ENE)</b>                                           | <b>17 532,05</b> | <b>10 642,60</b>  | <b>15 404,79</b> | <b>-2 127,26</b>       | <b>-12%</b>           |
| <b>Taux d'épargne nette (Taux d'ENE)</b>                             | <b>41%</b>       | <b>24%</b>        | <b>35%</b>       |                        |                       |
| Encours de dette (au 31/12 de l'exercice)                            | 41 991,76        | 42 013,00         | 37 409,16        | -4 582,60              |                       |
| <b>Capacité dynamique de désendettement</b>                          | <b>1,9</b>       | <b>2,7</b>        | <b>1,9</b>       |                        |                       |

Le compte financier unique 2025 illustre une trajectoire de stabilisation des équilibres financiers, malgré une légère contraction des soldes intermédiaires de gestion.

**Le taux d'épargne de gestion courante s'élève à 56%**, en baisse par rapport à l'exercice 2024.

Après intégration d'un **résultat exceptionnel large déficitaire** entre 2024 et 2025, **le taux d'épargne de gestion atteint 48%**. Ce déficit s'explique par une hausse de **62%** des dépenses exceptionnelles larges, notamment **1 143 k€** de dépenses supplémentaires liées à l'annulation de titres sur exercices antérieurs, principalement pour des régularisations de TVA sur des surtaxes non soumises et à la facturation d'intérêts moratoires pour **163 k€**.

**Le taux d'épargne brute s'établit à 45%**, en baisse par rapport au **52%** constaté au compte administratif 2024. Cette diminution résulte d'une augmentation des dépenses réelles de **+16%**, contre seulement **3%** pour les recettes réelles, soulignant une faible dynamique de croissance des recettes, contrastant avec des contraintes financières accrues.

**L'épargne brute**, qui atteint **20 008 k€**, reste suffisante pour couvrir l'annuité en capital de la dette, fixée à **4 603 k€**.

Enfin, l'encours de la dette continue de diminuer, passant de **41 991 k€** en 2024 à **37 409 k€** en 2025, confirmant ainsi la volonté et le maintien d'une trajectoire de désendettement progressif.

Le budget annexe « eau » pour 2025 traduit une gestion responsable, avec une maîtrise des équilibres financiers malgré des dépenses exceptionnelles atypiques. L'effort de désendettement se poursuit, garantissant la soutenabilité financière du service public à moyen terme.

## 2.4 LA DETTE DU BUDGET ANNEXE « EAU »

Le tableau ci-dessous retrace les principaux indicateurs relatifs à l'évolution de la dette du budget annexe « eau » :

|               | Stock de dette au<br>31/12/2024 (a) | Remboursement du capital<br>de la dette en 2025 (b) | Emprunt d'équilibre<br>2025 (c) | Stock de dette au<br>31/12/2025 (a)-(b)+(c) |
|---------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------|
| <b>Volume</b> | <b>42 013 K€</b>                    | <b>4 604 K€</b>                                     | <b>0</b>                        | <b>37 409 K€</b>                            |

Au 31 décembre 2025, le stock de dette s'établit à **37 409 k€**, en diminution de **-11%** par rapport à l'année précédente.

Le remboursement en capital de la dette atteint **4 604 k€** sur l'exercice 2025, en légère baisse de **56 k€** par rapport à 2024.

### 3. LE BILAN DE L'ACTIF ET DU PASSIF DU BUDGET ANNEXE « EAU »

Le tableau ci-dessous présente un bilan synthétique de l'actif et du passif du budget annexe « eau » :

| Actif net                              | 2024              | 2025              | Evolution<br>2024-2025<br>en % | Passif                             | 2024              | 2025              | Evolution<br>2024-2025<br>en % |
|----------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|
| Immobilisations incorporelles (nettes) | 2 190 K€          | 2 058 K€          | -6%                            | Fonds propres                      | 618 533 K€        | 617 940 K€        | 0%                             |
| Immobilisations corporelles (nettes)   | 633 904 K€        | 638 820 K€        | 1%                             | Provisions pour risques et charges | 1 024 K€          | 615 K€            | -40%                           |
| Immobilisations financières            | 335 K€            | 338 K€            | 1%                             | Dettes financières à long terme    | 42 202 K€         | 37 564 K€         | -11%                           |
| Total actif immobilisé                 | 636 429 K€        | 641 215 K€        | 1%                             | Dettes à court terme               | 7 092 K€          | 3 764 K€          | -47%                           |
| Total actif circulant                  | 34 902 K€         | 20 188 K€         | -42%                           | Comptes de régularisations         | 2 479 K€          | 1 482 K€          | -40%                           |
| Comptes de régularisations             | 0                 | -38 K€            |                                |                                    |                   |                   |                                |
| <b>Total actif</b>                     | <b>671 331 K€</b> | <b>661 366 K€</b> | <b>-1%</b>                     | <b>Total passif</b>                | <b>671 331 K€</b> | <b>661 366 K€</b> | <b>-1%</b>                     |

La structure de l'actif est dominée par les immobilisations corporelles avec 638 820 k€ pour un total de 661 336 k€ en 2025. L'actif correspond à l'ensemble des biens durables détenus par la collectivité (immobilisations corporelles, incorporelles et financières). L'actif immobilisé progresse légèrement ce qui traduit le maintien d'un niveau d'investissement important permettant de compenser l'effet de l'amortissement des actifs.

Au passif, les fonds propres sont stables avec 617 940 k€ en 2025. Ce montant élevé témoigne de la capacité de la collectivité à dégager des excédents et à financer son activité sur des ressources propres.

Les dettes financières sont en diminution reflétant la trajectoire de désendettement engagés par la collectivité.

Les provisions pour risques et charges passent de 1 024 k€ en 2024 à 615 k€ en 2025, notamment suite à une reprise de provision pour risques et charges d'exploitation sur l'exercice.

#### 4. LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DU BUDGET ANNEXE « EAU »

Le tableau ci-dessous présente les programmes qui apparaissent dans la programmation pluriannuelle des investissements du budget annexe « eau » avec les principaux indicateurs de suivi.

| Libellé du programme | Libellé de l'autorisation de programme | Montant de l'autorisation de programme (en K€) au 31/12/2025 | Montant réalisé au 31/12/2024 (en K€) | Montant annuel des crédits de paiements réalisé en 2025 | Montant réalisé au 31/12/2025 (en K€) | Taux d'avancement au 31/12/2025 | Ratio de couverture * (en année) |
|----------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Eau                  | EAU GESTION MDTURE 2020-26             | 229 621 K€                                                   | 73 546 K€                             | 12 823 K€                                               | 86 369 K€                             | 38%                             | 11,2                             |
|                      | EAU PROJET MDTURE 2020-26              | 389 616 K€                                                   | 59 922 K€                             | 12 711 K€                                               | 72 633 K€                             | 19%                             | 24,9                             |
|                      | <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>619 237 K€</b>                                            | <b>133 468 K€</b>                     | <b>25 534 K€</b>                                        | <b>159 002 K€</b>                     | <b>26%</b>                      | <b>18,0</b>                      |
| Logistique           | LOGISTIQUE GESTION MDTURE 2020-26      | 15 K€                                                        | 3 K€                                  | 3 K€                                                    | 6 K€                                  | 39%                             | 3,1                              |
| Numérique            | NUMERIQUE GESTION MDTURE 2020-26       | 375 K€                                                       | 8 K€                                  | 143 K€                                                  | 151 K€                                | 40%                             | 1,6                              |
| Parc Automobile      | PARC AUTOMOBILE GESTION MDTURE 2020-26 | 511 K€                                                       | 67 K€                                 | 328 K€                                                  | 395 K€                                | 77%                             | 0,4                              |
|                      | <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>901 K€</b>                                                | <b>78 K€</b>                          | <b>473 K€</b>                                           | <b>552 K€</b>                         | <b>61%</b>                      | <b>0,7</b>                       |
|                      | <b>TOTAL GENERAL</b>                   | <b>620 138 K€</b>                                            | <b>133 546 K€</b>                     | <b>26 007 K€</b>                                        | <b>159 553 K€</b>                     | <b>26%</b>                      | <b>17,7</b>                      |

\* Rapport entre le reste à mandater de l'autorisation de programme au 31 décembre de l'exercice et le montant des crédits de paiements réalisé de l'exercice.

Le taux d'affectation des autorisations de programme votées est de **100%**.

Le montant des autorisations de programme à annuler en application des règles de caducité est de **0 €**.

Le volume des autorisations de programme (AP) au 31 décembre 2025 est de **620 138 k€**, avec un taux d'avancement de **26%** au 31/12/2025.

Les principaux investissements réalisés en 2025 sont présentés au point 6.1 « Les dépenses d'investissement du compte financier unique ». Ils se décomposent notamment comme suit :

- **12 823 k€** inscrits pour les **travaux récurrents** liés à la compétence « Eau », dans le cadre de l'autorisation de programme « Eau Gestion Mandature 2020-2026 ». Cette enveloppe permet de financer des interventions récurrentes et de courte durée sur les réseaux ou ouvrages d'eau potable existants ;
- **12 711 k€** dédiés à des **nouveaux projets**, via l'autorisation de programme « Eau Projet Mandature 2020-2026 ». Ces crédits regroupent des opérations liées à la création ou restauration d'infrastructures structurantes, telles que des réseaux ou ouvrages (ex. châteaux d'eau), des usines d'eau potable, leur mise en sécurité ou encore le déploiement de la télérelève ;
- **3 k€** mandatés dans le cadre du **programme logistique**, pour l'achat de mobilier ;
- **143 k€** pour le **programme numérique**, destinés au renouvellement de matériel informatique ;
- **328 k€** dans le cadre du **programme parc automobile**, pour l'acquisition de véhicules électriques (citadines, petits utilitaires) et de deux camions bennes.

Ces investissements témoignent d'un effort soutenu dans les domaines stratégiques comme la gestion de l'eau, la transition énergétique et numérique, ainsi que l'efficacité des infrastructures métropolitaines.

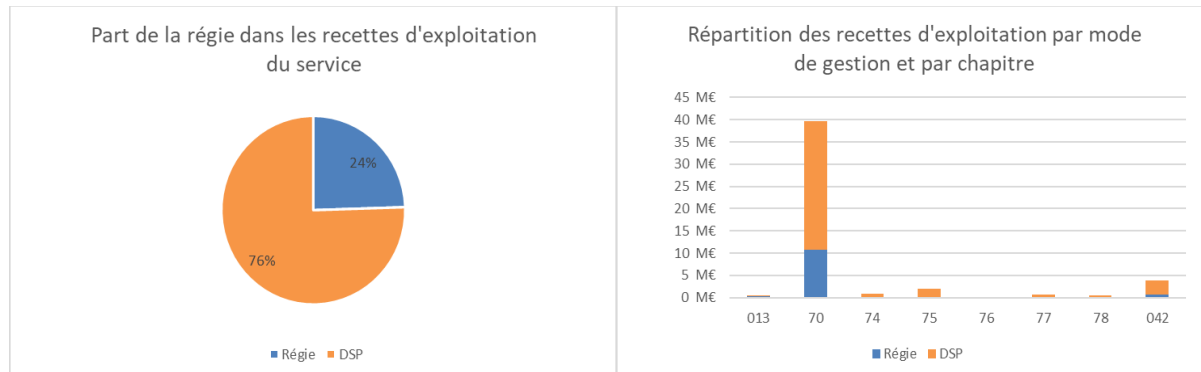
## 5. LA SECTION D'EXPLOITATION DU BUDGET ANNEXE « EAU »

### 5.1 LES RECETTES D'EXPLOITATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                                     | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Recettes réelles</b>                                   | <b>42 910,44</b> | <b>44 814,80</b>  | <b>44 001,62</b> | <b>98%</b>            | <b>3%</b>                    |
| <b>Recettes de gestion courante</b>                       | <b>41 464,90</b> | <b>43 934,91</b>  | <b>42 939,32</b> | <b>98%</b>            | <b>4%</b>                    |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 38 097,23        | 40 571,32         | 39 683,16        | 98%                   | 4%                           |
| 74 - Dotations et participations                          | 541,99           | 743,77            | 807,11           | 109%                  | 49%                          |
| 75 - Autres produits de gestion courante                  | 2 422,31         | 2 543,84          | 1 939,54         | 76%                   | -20%                         |
| 013 - Atténuation des charges                             | 403,37           | 75,98             | 509,51           | 671%                  | 26%                          |
| <b>Autres recettes d'exploitation</b>                     | <b>1 445,54</b>  | <b>879,89</b>     | <b>1 062,29</b>  | <b>121%</b>           | <b>-27%</b>                  |
| 76 - Produits financiers                                  | 9,55             | 54,24             | 40,11            | 74%                   | 320%                         |
| 77 - Produits exceptionnels                               | 544,92           | 381,77            | 578,31           | 151%                  | 6%                           |
| 78 - Reprises sur provisions semi-budgétaires             | 891,07           | 443,88            | 443,88           | 100%                  | -50%                         |
| <b>Recettes d'ordre</b>                                   | <b>3 545,93</b>  | <b>3 898,69</b>   | <b>3 898,23</b>  | <b>100%</b>           | <b>10%</b>                   |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre               | 3 545,93         | 3 898,69          | 3 898,23         | 100%                  | 10%                          |
| <b>Total recettes d'exploitation</b>                      | <b>46 456,37</b> | <b>48 713,50</b>  | <b>47 899,85</b> | <b>98%</b>            | <b>3%</b>                    |
| R 002 Résultat reporté ou anticipé                        |                  | 19 286,90         |                  |                       |                              |
| <b>Total des recettes d'exploitation cumulées</b>         | <b>46 456,37</b> | <b>68 000,40</b>  | <b>47 899,85</b> | <b>70%</b>            | <b>3%</b>                    |

En 2025, le taux d'exécution des **recettes réelles de fonctionnement** s'établit à **98%**, en progression de **+3%** par rapport à 2024, pour un montant total de **44 001 k€**.

Ces recettes sont réparties entre la gestion en régie (les communes de Martigues, Port-de-Bouc, et Saint-Mitre-les-Remparts) et la gestion déléguée (concernant les autres communes) et comme suit :



La répartition par chapitre est la suivante :

- **La principale recette concerne les produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70),** avec **39 683 k€** de réalisation, en augmentation de **+4%** et un taux d'exécution de **98%**. Cette recette est constituée principalement de la surtaxe « eau » acquittée par les usagers du service public pour **28 326 k€**, ainsi que de la vente d'eau aux abonnés par la Régie des Eaux de Martigues pour **8 376 k€**. D'autres redevances viennent compléter le chapitre, notamment **1 919 k€** pour la consommation d'eau potable et **634 k€** pour la pollution d'origine domestique ;
- **Les dotations et participation (chapitre 74),** dédiées à la Loi Oudin et au plan pauvreté, représente **807 k€**. La Loi Oudin permet aux collectivités de consacrer jusqu'à **1%** de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de solidarité internationale ;

- **Les autres produits de gestion courante (chapitre 75)**, qui regroupent les recettes des redevances d'occupation du domaine public (RODP) et des autorisations d'occupation temporaire (AOT), affichent un taux d'exécution de **76%**, en diminution de **-20%** par rapport à 2024. Cette baisse est principalement liée à une régularisation exceptionnelle des recettes sur l'exercice précédent ;
- **Les atténuations des charges (chapitre 013)** atteignent **509 k€**, dont **136 k€** proviennent de régularisations liées aux tickets restaurant et au remisage des véhicules de service à domicile (participations des agents). **365 k€** sont également enregistrés au titre des écritures de stocks concernant les fournitures et vêtements de travail pour la régie des eaux métropolitaine ;
- **Les produits financiers (chapitre 76)** enregistrent **40 k€**, correspondant à des intérêts perçus grâce à des placements de trésorerie ;
- **Les produits exceptionnels (chapitre 77)** sont exécutés pour **578 k€**, composés de :
  - **94 k€** de pénalités appliquées aux délégataires de service public pour non-respect des objectifs contractuels, calculées à partir des performances constatées en N-1 ;
  - **69 k€** d'annulations de mandats sur exercices antérieurs ;
  - **196 k€** de remboursements de taxe foncière réalisés par la société des eaux de Marseille ;
  - **217 k€** reversés par la société Suez pour des créances irrécouvrables liées au contrat de concession des communes d'Istres et Miramas, conformément à un avenant fixant des objectifs triennaux en matière de créances irrécouvrables.
- **Les reprises sur provisions semi-budgétaires (chapitre 78)** constatent une reprise de provision pour risques et charges d'exploitation à hauteur de **443 k€**.

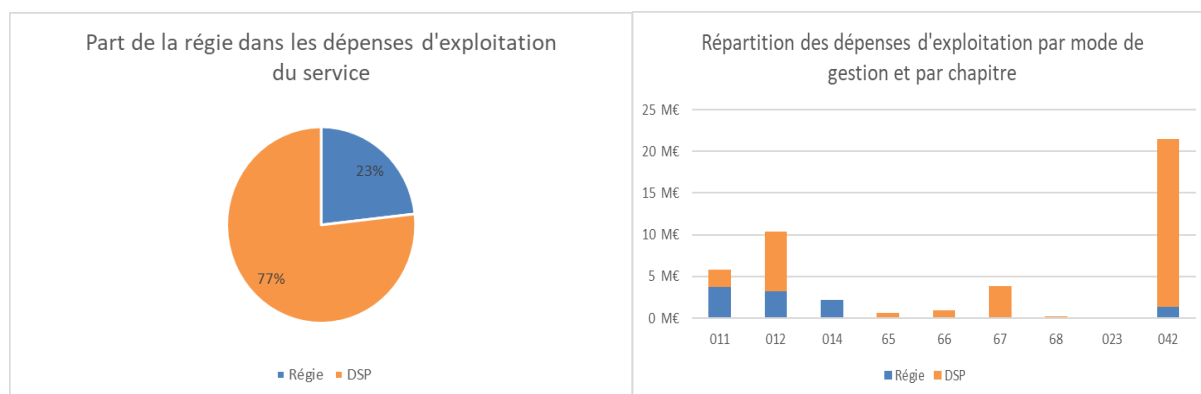
**L'amortissement des subventions**, inscrit en opérations d'ordre au chapitre 042, représente **3 898 k€**.

## 5.2 LES DEPENSES D'EXPLOITATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                               | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|-----------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Dépenses réelles</b>                             | <b>20 718,03</b> | <b>29 372,03</b>  | <b>23 992,99</b> | <b>82%</b>            | <b>16%</b>                   |
| <b>Dépenses de gestion courante</b>                 | <b>17 121,50</b> | <b>22 372,76</b>  | <b>19 064,98</b> | <b>85%</b>            | <b>11%</b>                   |
| 011 - Charges à caractère général                   | 5 420,67         | 7 386,46          | 5 858,51         | 79%                   | 8%                           |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés       | 9 683,44         | 10 841,13         | 10 362,93        | 96%                   | 7%                           |
| 65 - Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 667,39           | 880,41            | 643,54           | 73%                   | -4%                          |
| 014 - Atténuations de produits                      | 1 350,00         | 3 264,77          | 2 200,00         | 67%                   | 63%                          |
| <b>Autres dépenses d'exploitation</b>               | <b>3 596,53</b>  | <b>6 999,26</b>   | <b>4 928,01</b>  | <b>70%</b>            | <b>37%</b>                   |
| 66 - Charges financières                            | 1 099,89         | 1 110,10          | 896,40           | 81%                   | -19%                         |
| 67 - Charges exceptionnelles                        | 2 097,99         | 4 921,26          | 3 813,37         | 77%                   | 82%                          |
| 68 - provisions                                     | 398,64           | 218,24            | 218,24           | 100%                  | -45%                         |
| 022 - Dépenses imprévues                            |                  | 749,67            |                  | 0%                    |                              |
| <b>Dépenses d'ordre</b>                             | <b>20 252,47</b> | <b>38 628,37</b>  | <b>21 479,85</b> | <b>56%</b>            | <b>6%</b>                    |
| 023 - Virement à la section d'investissement        |                  | 15 831,19         |                  | 0%                    |                              |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre         | 20 252,47        | 22 797,18         | 21 479,85        | 94%                   | 6%                           |
| <b>Total dépenses d'exploitation</b>                | <b>40 970,50</b> | <b>68 000,40</b>  | <b>45 472,84</b> | <b>67%</b>            | <b>11%</b>                   |
| D 002 Déficit d'exploitation reporté de N - 1       |                  |                   |                  |                       |                              |
| <b>Total des dépenses d'exploitation cumulées</b>   | <b>40 970,50</b> | <b>68 000,40</b>  | <b>45 472,84</b> | <b>67%</b>            | <b>11%</b>                   |

En 2025, les dépenses réelles mandatées s'élèvent à **23 993 k€**, avec un taux d'exécution de **82%**, soit une augmentation de **+16%** par rapport à 2024.

Ces dépenses concernent à la fois la gestion en régie (communes de Martigues, Port-de-Bouc, et Saint-Mitre-les-Remparts) et la gestion déléguée (sur les autres communes) et comme suit :



Plusieurs postes structurent ces dépenses :

- **Les charges à caractère général (Chapitre 011)** représentent **5 858 k€**, réparties entre :
  - Les **achats d'eau brute et potable** (1 265 k€), majoritairement pour la régie des eaux Métropolitaine ;
  - Les **loyers et charges des bureaux métropolitains** (860 k€) pour « Les Docks » à Marseille et « Le Decisium » à Aix-en-Provence ;

- Les **consommations de fluides** comme l'électricité (694 k€), essentiellement pour la Régie des eaux Métropolitaine ;
- Les **frais d'assurances et contentieux** (393 k€) ;
- Les **écritures de stock** (284 k€) de la régie des eaux métropolitaine, incluant matériels et fournitures administratives ;
- Les **études techniques et analyses d'eau** (410 k€), notamment pour la détection des PFAS dans les réseaux ;
- Les redevances versées aux **agences de l'eau** (287 k€), refacturées ensuite aux usagers, rendant l'opération neutre financièrement. Les redevances versées à l'agence de l'eau sont destinées à financer ses actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques.

L'exécution de ce chapitre atteint **79%**, en progression de +8% par rapport à l'année précédente

- **Les dépenses de personnel (Chapitre 012)** s'élèvent à **10 362 k€**, en augmentation de +7%. Cette hausse est liée à l'application des revalorisations réglementaires (grilles indiciaires, point d'indice) et à une légère croissance des effectifs ;
- **Les autres charges de gestion courante (Chapitre 65)** totalisent **643 k€**, correspondant au financement du transport d'eau brute via la canalisation de la société du canal de Provence, alimentant l'usine de production d'eau potable de Valtrede à Châteauneuf-les-Martigues ;
- **Les atténuations de produits (Chapitre 014)** atteignent **2 200 k€**, dont **1 350 k€** de reversements à l'agence de l'eau sur les recettes de consommation d'eau et la modernisation des réseaux ;
- **Les charges financières (Chapitre 66)** diminuent de **-19%**, avec **896 k€** mandatés. Cette baisse est principalement expliquée par la réduction des taux sur emprunts à taux variable ;
- **Les charges exceptionnelles (Chapitre 67)**, d'un montant de **3 813 k€**, incluent :
  - **722 k€** pour des actions de solidarité internationale dans le cadre de la loi Oudin-Santini. Cette loi permettant aux collectivités de consacrer jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer les actions de solidarité internationale de ces secteurs ;
  - **1 143 k€** d'annulations de titres pour des régularisations de TVA sur surtaxes non soumises ;
  - **163 k€** d'intérêts moratoires.

L'essentiel du solde correspond à des annulations de rattachements de recettes.

- **Les provisions pour risques et charges (Chapitre 68)** représentent **218 k€**. Elles concernent notamment le compte épargne-temps, les heures supplémentaires et des ajustements pour la dépréciation des actifs circulants.

Enfin, des dépenses d'ordre sont enregistrées pour **21 479 k€**, correspondant à l'amortissement des biens.

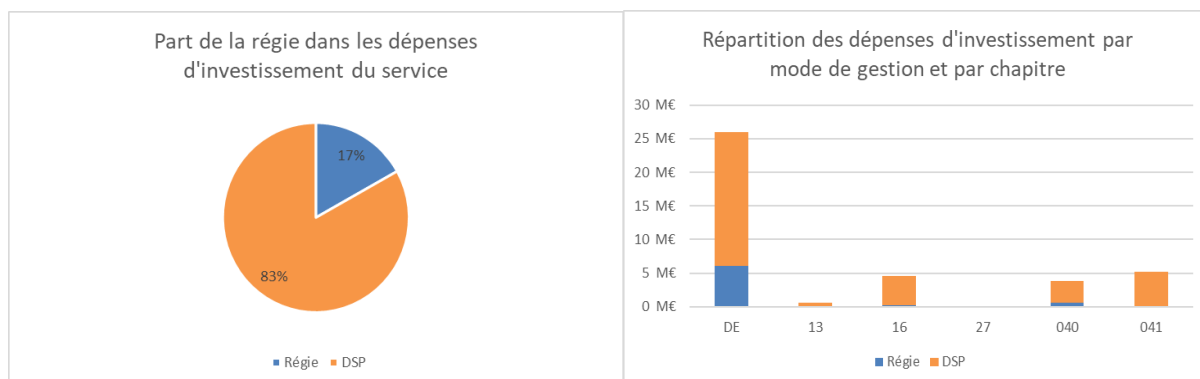
## 6. LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE « EAU »

### 6.1 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                        | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|----------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Dépenses réelles</b>                      | <b>30 612,39</b> | <b>43 514,19</b>  | <b>31 264,19</b> | <b>72%</b>            | <b>2%</b>                    |
| <b>Dépenses d'équipement</b>                 | <b>25 927,08</b> | <b>35 843,90</b>  | <b>26 007,31</b> | <b>73%</b>            | <b>0%</b>                    |
| Opérations d'équipement                      | 25 927,08        | 35 843,90         | 26 007,31        | 73%                   | 0%                           |
| <b>Dépenses financières</b>                  | <b>4 685,31</b>  | <b>7 670,28</b>   | <b>5 256,88</b>  | <b>69%</b>            | <b>12%</b>                   |
| 13 - Subventions d'investissement            |                  | 650,00            | 650,00           | 100%                  |                              |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées           | 4 660,36         | 4 800,17          | 4 603,84         | 96%                   | -1%                          |
| 27 - Autres immobilisations financières      | 24,94            | 3,10              | 3,04             | 98%                   | -88%                         |
| 020 - Dépenses imprévues                     |                  | 2 217,01          |                  | 0%                    |                              |
| <b>Dépenses d'ordre</b>                      | <b>5 480,74</b>  | <b>15 979,19</b>  | <b>9 117,41</b>  | <b>57%</b>            | <b>66%</b>                   |
| 040 - Opérations de transfert entre sections | 3 545,93         | 3 898,69          | 3 898,23         | 100%                  | 10%                          |
| 041 - Opérations patrimoniales               | 1 934,81         | 12 080,50         | 5 219,18         | 43%                   | 170%                         |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>       | <b>36 093,13</b> | <b>59 493,38</b>  | <b>40 381,61</b> | <b>68%</b>            | <b>12%</b>                   |
| D 001 Solde d'exécution négatif reporté      |                  |                   |                  |                       |                              |
| <b>Total des dépenses d'investissement</b>   | <b>36 093,13</b> | <b>59 493,38</b>  | <b>40 381,61</b> | <b>68%</b>            | <b>12%</b>                   |

En 2025, les dépenses réelles d'investissement ont été exécutées à hauteur de **72%**, pour un montant de **31 264 k€**, en augmentation de **+2%** par rapport à 2024.

Elles concernent à la fois la gestion en régie (Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts) et la gestion déléguée (sur les autres communes) et comme suit :



**Les opérations d'équipement** représentent **26 007 k€** de dépenses, avec un taux d'exécution de **73%**, stable par rapport à 2024. Elles se répartissent principalement entre **12 823 k€** dédiés aux travaux de renouvellement, de réhabilitation et d'extension de réseaux, et **12 711 k€** consacrés à des opérations sur ouvrages, à la sécurisation de l'alimentation en eau potable sur le territoire et à la préservation de la ressource en quantité et en qualité.

**Pour la partie "réseaux",** les crédits ont notamment été mobilisés sur les opérations suivantes :

- **Port-Saint-Louis-du-Rhône : 1 449 k€,** dont la phase 3 des travaux de renouvellement des réseaux humides sur l'avenue du Port (**942 k€**) ;
- **Fos-sur-Mer : 1 050 k€,** dont les travaux de sécurisation de l'alimentation en eau par le captage de Tapiès (**858 k€**) ;

- **Grans : 994 k€**, dont la réfection et la dilatation du réseau AEP entre l'avenue Delavouet et l'impasse de la rue de l'Enclos (**363 k€**), et la réhabilitation du réseau entre l'avenue Richier et la rue de l'Égalité (**256 k€**) ;
- **Marseille : 895 k€**, dont la reprise de la sous-face et la peinture sur le réservoir des Moulins du Diable (**160 k€**), l'étanchéité de la toiture du réservoir Les Borels (**185 k€**), l'amélioration du système incendie de l'usine d'eau potable de Sainte-Marthe (**96 k€**) et l'extension du réseau rue Fortuné Chaillan (**104 k€**) ;
- **Miramas : 683 k€**, dont la réfection du réseau AEP impasse du Pescadou, impasse Banastoudie, rue de l'Amoulaire (**367 k€**) et l'extension du réseau AEP chemin de Bellevall (**285 k€**) ;
- **Salon-de-Provence : 534 k€**, incluant la réhabilitation du réseau d'eau potable – allée de Craponne (**434 k€**) ;
- **Peynier : 494 k€**, dont la réhabilitation du réseau d'eau potable lotissement de Corneirelle RD6 (**239 k€**) et des travaux de renouvellement et dilatation (**240 k€**) ;
- **Charleval : 384 k€**, pour la réhabilitation du réseau d'eau potable – avenues des Alpilles et Gaston Roux ;
- **Peyrolles : 386 k€**, incluant des travaux sur la desserte de l'usine de production d'eau potable de Sainte-Anne et la création d'une unité de filtration ;
- **Cassis : 325 k€**, dont l'extension et bouclage avenue des Carriers (**62 k€**), le remplacement du réseau avenue Maréchal Foch (**88 k€**) et la motorisation des vannes Vallon des Anglais du réservoir d'eau de Cassis (**73 k€**) ;
- **Meyreuil : 256 k€**, incluant la réhabilitation des alimentations en eau potable (gravitaires et surpresse) montée des Topazes (**132 k€**) ;
- **Auriol : 257 k€**, incluant le renouvellement d'une conduite route des Boyers (**198 k€**) ;
- **Vauvenargues : 235 k€**, dont la restructuration des réseaux publics d'eau potable chemin des Adrechs du Clos (**98 k€**) et chemin de l'Oratoire Sainte-Victoire (**78 k€**) ;
- **Divers travaux** réalisés sur l'ensemble des communes pour **4 881 k€**.

Pour la partie "ouvrages", les crédits ont été principalement mandatés sur les opérations suivantes :

- **Marseille : 3 428 k€**, dont l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte-Marthe (**1 927 k€**), l'installation de neuf postes de chloration relais (**430 k€**), l'augmentation de la capacité de production de la station Vallon Dol (**552 k€**) et la maintenance (**250 k€**) ;
- **Saint-Mitre-les-Remparts : 2 662 k€**, pour les travaux de suppression du château d'eau ;
- **Miramas : 1 904 k€**, pour l'interconnexion Istres-Miramas et la mise en conformité de l'autonomie de stockage de Miramas à Istres ;
- **Martigues : 1 334 k€**, pour le déploiement de la télérelève ;
- **Cassis : 1 155 k€**, dont la poursuite des travaux de construction du réservoir de Port-Miou (**1 047 k€**) ;
- **La Roque-d'Anthéron : 810 k€**, pour la sécurisation des opérations de délimonage du barrage de Saint-Christophe – canal de Marseille ;

- **Sausset-les-Pins : 355 k€**, pour des travaux d'alimentation en eau potable sur le réservoir ;
- **Projets divers : 1 063 k€**, incluant des études (**288 k€**) et des dépenses de début ou fin de projets en cours sur diverses communes.

**Le remboursement en capital de la dette** s'élève à **4 603 k€** sur l'exercice (emprunts et dettes assimilées - chapitre 16).

Les dépôts de garantie représentent 3 k€, liés à la location des locaux « Les Docks » à Marseille et « Le Decisium » à Aix-en-Provence (chapitre 27).

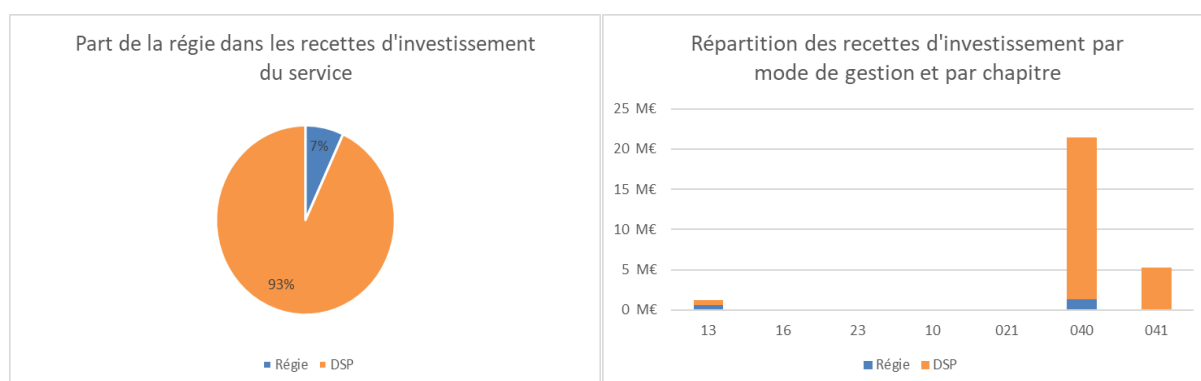
Enfin, les dépenses d'ordre sont exécutées avec 3 898 k€ d'amortissement des subventions et 5 219 k€ de régularisations patrimoniales.

## 6.2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                                     | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Recettes réelles</b>                                   | <b>96,74</b>     | <b>3 954,21</b>   | <b>1 272,40</b>  | <b>32%</b>            |                              |
| <b>Recettes d'équipement</b>                              | <b>53,94</b>     | <b>3 954,21</b>   | <b>1 272,40</b>  | <b>32%</b>            |                              |
| 13 - Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)  | 23,30            | 3 954,21          | 1 271,89         | 32%                   |                              |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449) | 30,64            |                   | 0,00             |                       | -100%                        |
| 23 - Immobilisations en cours                             |                  |                   | 0,51             |                       |                              |
| <b>Recettes financières</b>                               | <b>42,80</b>     | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>      |                       | <b>-100%</b>                 |
| 27 - Autres immobilisations financières                   | 42,80            |                   |                  |                       | -100%                        |
| <b>Recettes d'ordre</b>                                   | <b>22 187,29</b> | <b>50 708,87</b>  | <b>26 699,03</b> | <b>53%</b>            | <b>20%</b>                   |
| 021 - Virement de la section de                           |                  | 15 831,19         |                  | 0%                    |                              |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections      | 20 252,47        | 22 797,18         | 21 479,85        | 94%                   | 6%                           |
| 041 - Opérations patrimoniales                            | 1 934,81         | 12 080,50         | 5 219,18         | 43%                   | 170%                         |
| <b>Total recettes d'investissement</b>                    | <b>22 284,03</b> | <b>54 663,08</b>  | <b>27 971,43</b> | <b>51%</b>            | <b>26%</b>                   |
| R 001 Solde d'exécution positif reporté ou                |                  | 4 830,30          |                  | 0%                    |                              |
| <b>Total des recettes d'investissement</b>                | <b>22 284,03</b> | <b>59 493,38</b>  | <b>27 971,43</b> | <b>47%</b>            | <b>26%</b>                   |

En 2025, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à **1 272 k€**, marquant une amélioration sensible par rapport à 2024 (**96 k€**), année exceptionnellement faible.

Elles concernent à la fois la gestion en régie (Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts) et la gestion déléguée (sur les autres communes) :



Ces recettes proviennent quasi exclusivement des **subventions d'équipement**, réalisées à hauteur de **1 271 k€** sur l'exercice. Elles sont principalement constituées de versements de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, avec notamment un solde de 593 k€, destiné au renouvellement et à la restructuration du réseau d'eau potable du quartier Saint-Pierre à Martigues, complété par 34 k€ pour le renouvellement des conduites AEP sur ce même secteur. D'autres financements ont également été perçus, dont 188 k€ pour la réparation d'un conduit d'adduction AEP à Port-Saint-Louis-du-Rhône, 137 k€ pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable à Cassis, et 125 k€ pour des travaux de sécurisation AEP à Salon-de-Provence.

Par ailleurs, 0,51 k€ ont été titrés au titre des immobilisations en cours (chapitre 23), correspondant à des annulations ou corrections de mandats.

Enfin, les opérations patrimoniales réalisées en 2025 se traduisent par **21 479 k€** d'amortissement des biens et **5 219 k€** de régularisations de patrimoine.